



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Union fédérale des retraités

« LA VOIX DES RETRAITES » – septembre 2017

Après avoir échangé des nouvelles sur leur état de santé respectif – comme c'est l'usage lorsque des personnes âgées se rencontrent – et avoir déploré une fois de plus l'extrême dégradation du système de santé, et en particulier du système hospitalier – naguère si performant –, puis après avoir écouté et discuté le rapport sur la situation générale, le compte rendu de mandat des délégués au Congrès de l'UCR, les membres du bureau de l'UFR présents à la réunion du 6 juin dernier avaient prévu de consacrer cette *Voix des retraités* à l'abrogation de la loi *Touraine*

Mais, entre temps, un nouveau Président et un nouveau Gouvernement d'un caractère très particulier, sont entrés en fonction à la tête des institutions de la Vème République dans des circonstances elles mêmes exceptionnelles :

Une explosion sans précédent de la crise des partis institutionnels, et un taux d'abstention record aux élections.

Ces nouveaux venus à la tête de l'Etat (en réalité pas si nouveaux que cela) en marche sous le drapeau de la « *Nécessité et de l'urgence d'aller jusqu'au bout des réformes* » autrement dit : de la nécessité et de l'urgence d'aller jusqu'au bout de la politique de destruction des conquêtes ouvrières et syndicales menée par tous les gouvernements de la Vè République, mais de façon encore insuffisante si l'on se place du point de vue du capital financier (qui aujourd'hui domine et commande toutes les autres formes de capital).

Pendant les mois de juillet et août, c'est bien cette politique brandie et revendiquée par les marcheurs qui a été très largement affirmée.

Dès sa prise de fonction, le nouveau Président Macron a affirmé poursuivre et élargir la politique de guerre impérialiste de destruction de nations et de peuples entiers, menée dans le cadre de coalitions dirigées par l'impérialisme américain, notamment en annonçant le renforcement du déploiement des troupes françaises à l'extérieur et en portant à 2% du PIB la part du budget de l'Etat dévolue à l'armée et à la guerre.

La restriction des droits démocratiques par l'intégration des dispositions de l'état d'urgence dans la Constitution a également été annoncée.

Le processus de démantèlement du droit du Travail par ordonnances à la suite de la *loi El Khomri* a été engagé.

Les cotisations salariales et patronales pour la Sécurité Sociale seraient supprimées dès 2018. Ainsi, les fondements de l'une des plus importantes conquêtes ouvrières, la Sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille) seraient détruits (avec entre autres le Code du Travail).

Ces mesures phares, si l'on peut dire, disons plutôt ces mesures torpilles seraient accompagnées d'une augmentation de la CSG, d'une suppression de la taxe d'habitation c'est-à-dire l'assèchement des finances des communes, donc leur impossibilité d'assurer les services qu'elles rendent à la population, du licenciement de 149 000 travailleurs en contrats aidés (surtout utilisés par les collectivités locales et les associations pour financer des emplois de services publics). Ces nouvelles « autorités » annoncent également leur volonté de s'attaquer aux retraites dans les plus brefs délais possibles.

Il ne s'écoule pas une semaine sans que l'on apprenne que tels personnels d'un service, d'un hôpital, d'un EPHAD sont en grève, manifestent, car des postes sont supprimés, les heures supplémentaires s'accumulent, le service, l'hôpital, l'EPHAD est menacé de fermeture. Dernier en date (à notre connaissance) :

Annonce de la fermeture de l'hôpital Raymond-Poincaré, à Garches (Hauts-de-Seine). *Cet hôpital est l'une des structures de la région parisienne connue mondialement dans le domaine du handicap.* (Communiqué syndical)

Dans ces conditions, l'abrogation de la *loi Touraine* reste une nécessité absolue.

Comme est nécessaire l'abrogation de la CSG (et de la CRDS, de la CASA car les trois sont des impôts destinés soit disant à suppléer aux milliards d'exonérations de charges patronales à la Sécurité Sociale mais qui peuvent servir à tout autre chose)

Comme il est absolument nécessaire aussi que les 140 000 travailleurs en contrat aidé ne soient pas licenciés car en dépend l'existence de très nombreux retraités âgés bloqués chez eux par l'âge, la maladie les invalidités.

Comme de l'augmentation des pensions bloquées depuis des années est nécessaire face au renchérissement du coût des denrées alimentaires, des logements, des transports, du gaz de l'électricité, etc.

Tout autant est nécessaire la loi El Khomri qui a engagé la « réforme du Code du travail ».

Le 1er septembre 2017, le « *Parisien* » a publié l'information suivante :
« *Le grand chantier de la réforme du Code du travail entre dans sa phase active. La loi El Khomri en avait rêvé, la loi Pénicaud l'a fait : plafonnement des indemnités prud'homales « CDI de chantier », délais de contestation raccourcis, appréciation des difficultés économiques au niveau national, négociation sans syndicats dans les PME, fusion des instances représentatives du personnel. La « révolution » promise par le président Macron pour libérer les énergies et rendre la France plus attractive aux yeux des investisseurs est en marche... les mesures annoncées vont considérablement changer le quotidien des salariés »*

En peu de mots cela signifie chômage, précarité et misère pour tous. Qui financera nos pensions de salariés retraités ?

La première urgence n'est-elle pas d'affirmer clairement : ***retrait des ordonnances !***

Car, seule la mobilisation massive de la population, des retraités, avec la CGT, est en capacité de faire reculer le gouvernement.